

à Amsterdam...

Mardi 22 avril 1997 - n°6 - 10 francs - 5 francs pour les lycéens, étudiants, chômeurs et précaires



De Brest et de Tanger, de Grenoble et de Finlande, ils ont pris la route dès le 14 avril, parfois même avec deux journées d'avance sur le programme. Dans quelques jours, pour le 1er mai, les marcheurs seront les passe-frontières de la lutte contre le chômage, la précarité et les exclusions. Les deux marches venues d'Espagne aborderont la traversée du territoire français par Bayonne et Perpignan. La marche partie de Grenoble joue avec les frontières en permanence, elle est peut-être la plus internationale de toutes avec ses marcheurs britanniques et italiens présents à son départ. Elle manifesterà le 1er mai à la Chaux-de-Fonds. Pendant deux mois, les marcheurs diront dans des langues

Manifs unitaires avec les marcheurs le 1er mai à Bayonne, Alençon, La Chaux-de-Fonds, Perpignan, Marseille, Toulouse...

Les marches espagnoles passent le relais sur le territoire français

Départs de nouvelles marches à Toulouse, Marseille, en Allemagne...

La réussite de la souscription est la clé d'une participation des chômeurs et des exclus à la manif d'Amsterdam le 14 juin prochain

diverses leurs colères et leurs espoirs communs, engageant des milliers de débats au cours de leurs rencontres. Le chômage et l'exclusion n'engendrent plus seulement la résignation. Chômeurs, salariés de tous les pays se mobilisent dans l'Europe entière pour refuser la précarisation de la vie comme seul horizon. Il est de tradition que le 1er mai soit une journée ou s'exprime plus particulièrement la solidarité internationale des travailleurs et, en France, l'action aux côtés des immigrés. Les marches participent à leur manière au renouvellement de cette tradition de lutte. Nous serons présents aussi à Paris, Marseille, Alençon, Toulouse... pour le départ des affluents qui vont venir grossir ces prochains jours les itinéraires principaux qui tiennent déjà bien le cap. Et qui sont l'occasion sur leur chemin de multiplier les rendez-vous pour le 14 juin, à Amsterdam. Mais la marche, ce n'est pas une entreprise sportive (quoique...). Elle permet de porter des revendications telles que la nécessité d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire ou la suppression de la dégressivité de l'allocation de chômage. Le droit au logement, le refus des exclusions que vivent les immigrés, les femmes et les jeunes sont au cœur des préoccupations. Le sommet européen réuni à Amsterdam dans le cadre de la conférence intergouvernementale prévoit bien de mettre quelques pincées de social dans son discours mais tous les observateurs reconnaissent que l'Europe sociale n'existe pas. Elle se manifeste pourtant quand les salariés, les chômeurs et les exclus prennent leurs affaires en main. C'est tout le sens de ces deux mois de traversée des pays d'Europe, deux mois branchés sur les luttes pour faire vivre une grande idée.

er mai passe-frontières



pour les marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions

Sarajevo le détour

Par Romain Goupil

2^{ème} épisode

Vlad, l'aide cuisinier des Carpates. Le petit mitron de Maria, le vampire sanguinaire des navets et des patates, se demandait encore comment cela avait été possible de se retrouver de la station debout, dans l'arrière-cuisine du Pied de Porc, à la Sainte Scolasse, où il officiait dès l'heure des vêpres aux pluches et à la plonge, à cette position assise sur ce banc de bois devant le poste de police de l'air, de la mer et des frontières croates, dans la zone de transit de l'aéroport de Split.

Un cauchemar commencé encore une fois à cause de Gabriel Lecouvreur dit «le Poulpe» qui, au soir d'une énième réunion au restaurant, avait punaisé une carte de l'Europe sur les affichettes publicitaires, si bien qu'on avait l'impression par surimpression que la Marche européenne contre le chômage et la misère était sponsorisée par Ricard.

Sous les lettres minuscules des capitales, un prénom était cerclé de feutre rouge :

Madrid / Maria 18/04/97 -

London / Cheryl 06/06/97

Lorient / Raymond 28/05/97 -

Berlin / Gabriel 01/05/97

Une série de flèches convergeait vers Amsterdam le 14/06/97.

Seule une ville restait tristement abandonnée par tous, comme si on s'était peu à peu habitué au pire : Sarajevo 14/04/97...

Les immenses bras du Poulpe s'agitèrent en tous sens pour aboutir à un raccourci saisissant : «C'est l'Est, c'est Vlad !».

Vlad, qui essayait tristement les verres derrière le comptoir, eut beau bégayer que les Balkans sont slaves mais les Roumains latins. Un moulinet de bras et de paroles affirmèrent que «Milosevic était l'égale de Ceausescu et Helena valait Mira. Mort aux fascistes rouges ! Première, deuxième génération, nous sommes tous des immigrés ! De Tanger à Dublin : Avanti Popolo !!».

Le Poulpe lui remit un vrai-faux passeport au nom de Jean-Bernard Pue avec la photo de Vlad. Une lettre de recommandation détaillant la mission du père Pue contre l'exclusion, la précarité et le chômage, signée de Monseigneur Gaillot et le livre de Jean-Paul II «Mavocation, don et mystère».

Le tout fut jugé par Pedro comme une excellente couverture pour que l'agent Vlad pénètre les frontières catholiques de la Croatie et représente dignement la 1^{ère} Internationale de la Sainte Scolasse à Sarajevo.

Les flics de l'aéroport de Split n'arrêtaient pas de regarder alternativement, le billet pour Sarajevo, la silhouette noire de Vlad, sa petite croix d'or au revers, le passeport au nom de Jean-Bernard Pue mais surtout se passaient de main en main la lettre de mission signée Monseigneur Gaillot.

Téléphones, regards, discussions.

Va-et-vient dans le poste de police de nouveaux gradés, d'officiers, de civils aux cravates jaunes rayées... Concertation, papiers, billet, lettre, regards. Vlad sentait l'odeur terrible du Charter pour un orphelinat de Bucarest, la pression des menottes et le sparadrap sur la bouche ...

Tourbillons de souvenirs de la Securitate et des dernières moutures de la Loi Debré. Mais étrangement, plus le ballet officieux des officiels s'accroissait, plus il se sentait envahi par un immense calme, il ne tremblait pas, ne transpirait pas, il devenait minéral.

Faisant du mensonge une prière de vérité :

«Je suis Pue ... je suis Pue ...»

Du Komintern au Mossad, une nouvelle recrue était née : Monsieur Pue.

C'est à ce nom qu'il répondit quand deux impressionnantes barbouzes du SSV le prièrent de les suivre.

Les flics se courbèrent devant lui en s'excusant, ils l'escortèrent sur la piste où venait d'atterrir le boeing sietto cento quaranto sietto number uno del Vaticano. Les Body Guard Suisses du Secret Service of Vaticano (SSV) le firent monter sur la passerelle. Les réacteurs rugissaient. La porte fut refermée derrière lui. Vlad découvrit l'intérieur de l'avion pontifical.

Ce bon vieux Karol, Pape polonais, s'était très bien adapté aux coutumes romaines, il était au centre de l'avion, allongé sur des sofas pourpres, le bruit d'une petite fontaine d'eau bénite se mêlait aux cris et chamailleries d'une centaine de jeunes nonnes qui se chichaient leurs chapelets ou jouaient à saute-cornette.

Le Pape fit un petit signe à Vlad qui s'approcha et s'agenouilla pour écouter Jean-Paul II lui commenter sa propre lettre de mission.

Le Pape avait annoté la missive, il chuchota longuement à l'oreille de Vlad au milieu du vacarme des religieuses. Le pilote annonça au micro : «E pericoloso sporgersi...». Toutes se mirent à leurs places en bouclant leurs ceintures de chasteté.

Les petites trappes du plafonnier s'ouvrirent pour libérer cent anneaux papaux que les soeurs embrassèrent avant le décollage pour Sarajevo.

Le Pape continuait d'argumenter dans le creux de l'oreille de Vlad. Il se signa et, comme par miracle, le train d'atterrissage se déploya, l'avion s'immobilisa sur la «Snipper Avenue», en plein coeur meurtri de Sarajevo.

La porte s'ouvrit dans une céleste clarté.

La passerelle tribune était toute équipée de micros. Le souverain pontife prit le bras de Vlad et le poussa amicalement au devant de CNN, de la Rai et de France 2. Plus de mille journalistes attendaient le discours souverainement pontifical.

C'est Vlad qui prit la parole en Roumain pour commencer par : «Sarajevo mon Amour» et finir son allocution en italien par le mot d'ordre suivant : «Avanti per Amsterdamo contro la disoccupazione, la precarietà e l'esclusione».

Il leva le poing, la foule scanda : «Napredujemo Amsterdam ! Pravac ! Puis alternativement Karol et Vlad lancèrent en cinquante sept langues :

«Marcha Europea contra el paro, la precariedad y la exclusión ... Europäische Marsche gegen Erwerbslosigkeit, ungeschützte bishafung und Ausgrenzung ... European marches against unemployment, job insecurity and exclusion ... Europeisk marsh not arbetsloshet och utlagning...».

Et en ce jour béni du 14 avril 1997, les dieux furent enfin du côté de la justice. A Sarajevo la Marche se mit en marche vers Amsterdam.

Une photo du Pape et de Vlad fit le tour du monde, elle était légendée de la façon suivante :

«Jean-Paul II-Pue».

Elle est désormais encadrée au Pied de Porc, annotée de la main du Poulpe :

«14/04/97 création de la dernière internationale de la Sainte Scolasse».



Prochain épisode : Sympathy for the débile, par Patrick Raynal

Unitaires et solidaires

en marche

Le lancement des marches a été une réussite. Le 1er mai sera le prochain moment fort. D'abord parce que de nombreux marcheurs seront à nos frontières. Ensuite parce que cette journée placée sous le signe de la solidarité internationale sera l'occasion de marquer la place des immigrés et de leurs revendications au sein de notre action. A Bayonne, il est déjà acquis que les marcheurs partis symboliquement de Tanger et venus du sud de l'Espagne seront au premier rang de la manifestation unitaire. Un exemple dont d'autres manifestations vont sans doute s'inspirer, il nous semble en tout cas qu'il s'agit d'une revendication légitime.

Élections anticipées

Le 1er mai, c'était prévu. Voilà qu'on nous annonce comme acquise la prochaine dissolution de l'Assemblée nationale (au moment où nous terminons la mise en page de ce journal) avec des élections probables entre le 25 mai et le 8 juin. Quoiqu'il en soit, cela ne changera rien à nos itinéraires et renforce au contraire notre conviction qu'il nous appartient, chômeurs, salariés et victimes de l'exclusion sociale, de susciter les débats et l'action sur le terrain autour des vrais problèmes. La mobilisation est d'autant plus nécessaire, qu'elle est la

clé des changements véritables. Le chômage, l'exclusion sociale, les questions du logement et les licenciements sans frontières, voilà le champ d'action que nous continuerons de défricher d'ici Amsterdam. L'Europe sociale sera plus que jamais d'actualité face à l'accentuation de la politique libérale que la majorité sortante aspire à promouvoir dans sa campagne électorale.

Du coup, les manifestations du 1er mai, qui s'annoncent un peu partout comme plus unitaires que les années précédentes, prennent un relief inattendu. Outre les marches déjà en route, Bayonne, Perpignan et la Chaux-de-Fonds, cette date sera importante pour nous puisqu'elle verra un départ de Marseille, avec la manifestation comme rampe de lancement, un départ de Toulouse, l'arrivée sur le territoire français de la marche partie de Saragosse en Espagne et qui doit passer par le Somport pour rejoindre les marcheurs passés par Bayonne.

Le mois de mai verra d'autres moments forts, en particulier les points de convergences de deux marches. Ce sera le cas à Charroux le 10 mai, à Avignon le 5 mai, à Bâle le 10 mai, Orly le 16 mai et enfin Arras le 22 mai. Sans compter quelques passages hautement symboliques com-

me Alençon, avec l'usine Moulinex, le 1er mai; Orange, sous la coupe du FN, le 6 mai ou encore Strasbourg, siège du Parlement européen, le 13 mai. Le mois de mai se terminera par la journée d'action et de manifestations prévue dans toute l'Europe par la Confédération européenne des syndicats (CES). A cette date les marches seront en Belgique mais les collectifs auront une occasion supplémentaire de mobiliser dans la perspective de la montée sur Amsterdam.

Enfin, les marches connaîtront un moment important avec leur passage dans la région parisienne. Le 16 mai, vers 16 heures, les deux marches venues du sud convergent à Orly (Val de Marne). Le samedi sera consacré à l'Essonne, sans doute à Massy. Dimanche 18 mai aura lieu une action logement jeunes, avec rendez-vous à la Maison des ensembles à Paris, tandis qu'une partie de la journée sera largement festive. Lundi 21 sera consacré au repos des marcheurs.

Le mardi 20 sera consacré aux départements des Hauts de Seine et de Seine Saint-Denis. Mercredi 21 à 18 heures, les marcheurs quittent la région parisienne. Un rendez-vous est donné pour 18 heures à la Bastille pour un parcours le long du Canal de l'Ourcq jusqu'à La Villette.

“ Je

suis Virginie C. et j'ai 22 ans. Je viens d'Alençon. Je suis actuellement au chômage, depuis le 1er octobre 1996. Ceci à la suite d'un arrêt des études. En effet, j'ai un Bac STT (comptabilité gestion) et une année de fac. J'ai voulu m'orienter sur un BTS en contrat de qualification. J'ai dépensé beaucoup de fric en timbres, téléphone, déplacements... et je n'ai pas trouvé d'employeur. Sinon, depuis 8 ans, je suis militante à la JOC. Je suis trésorière du groupe d'Alençon.

Pourquoi je fais cette marche ? Je déposais chaque mois ma carte d'Assedic au stand ACI et un copain m'en a parlé. Cela m'a interpellé et je me suis demandé à quoi ça allait servir. J'ai participé à des réunions d'informations des marches (y compris le stage à Paris) et là j'ai pris conscience et même avant de la galère de tous, chômeurs, précaires et salariés.

Je connais déjà tous les plans de la vie galère, surtout en étant moi-même dans la permanence *Jeune espoir* d'Alençon. Pour le début de cette marche, je pensais qu'il y aurait plus de monde, mais les gens nous regardent drôlement, d'autres sont plus sympas et nous soutiennent en achetant des badges. Entre l'équipe des marcheurs de l'ouest, l'ambiance est bien. Nous nous connaissons de plus en plus et toutes les catégories (jeunes, chômeurs, précaires, salariés) sont unies pour dire non au système actuel.

Parfois, nous avons la sensation d'entendre les mêmes discours, c'est pourquoi j'ai pris la parole pour expliquer le sens de cette marche. Les gens qui sont avec nous, nous souhaitent toujours une bonne chance et surtout du courage. En tout cas, j'ai la pêche et le sentiment que cela sert à quelque chose : se rencontrer et discuter et être à l'écoute les uns des autres.

« Il faut continuer le chemin qui nous mènera vers un monde plus juste et plus beau. »

Lorient, jeudi 17 avril 1997

”

Une revendication prioritaire : changer la vie !

Questions à Christian Mahieux

Christian Mahieux est l'un des animateurs de SUD Rail. Il assure par ailleurs la coordination pour les marches du sud-ouest.

SUD Rail est un des syndicats particulièrement mobilisé dans la marche...

CM - Cette initiative correspond à ce qui nous a conduit à créer SUD Rail il y a un an pour faire vivre notre conception du syndicalisme. Solidaire : nous regroupons des cheminots mais aussi des salariés du privé, contractuels, nettoyeurs, porteurs... Interprofessionnel et démocratique : au sein de l'Union syndicale-Groupe des dix nous contribuons à faire vivre des relations interprofessionnelles qui ne reposent pas sur une bureaucratie décidant pour les syndicats de base. Nous agissons aussi avec les associations du mouvement social (Collectif pour les droits des femmes, DAL, CdSL, Ras l'Front) notamment celles de chômeurs (ACI, APEIS, MNCP). D'action directe : avec les marches

se multiplieront les réquisitions d'emplois, de logements où les salariés et chômeurs pourront agir sans délégation de pouvoir. Unitaire : dans ces marches comme dans les manifestations du 1er mai ou celle du 29 mars à Strasbourg...

Les syndicats des transports sont-ils plus avancés que les autres sur le plan de l'action au niveau européen ?

Les équipes qui constituent Sud Rail aujourd'hui font partie de celles qui porteront la première grève européenne de cheminots. Des liens étroits existent avec la CGT espagnole, les SIN-Cobas, les UNI-Cobas (comités de base) italiens. Des forces que l'on retrouve dans la marche ! Mais nous travaillons aussi avec des syndicalistes du Burkina, du Sénégal, du Maroc et c'est pour cela que nous avons envoyé une délégation au départ de Tanger.

Avez-vous une revendication prioritaire ?

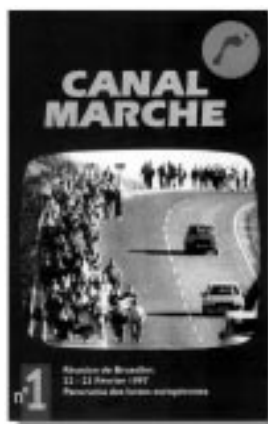
Oui, changer la vie ! Nous pensons qu'il faut un syndicalisme qui arti-

cule défense intransigeante des salariés, des chômeurs, des exclus... et volonté politique de changer la société.

Fédération SUD Rail : BP 1, 94191 Villeneuve Saint-Georges. Tél. : 01 43 89 95 29.

Amsterdam : l'enjeu de la souscription

Réussir le rassemblement d'Amsterdam le 14 juin. Tel est désormais clairement l'enjeu de la souscription. Afin de permettre la participation d'un maximum de chômeurs, de précaires et de sans-logis, il sera impératif de prendre en charge une large partie de leur voyage. Le prix moyen en car se situant à 250 F aller-retour par personne, il nous faut trouver pour l'ensemble de nos dépenses et la réservation des cars environ 200 000 F d'ici au début du mois de mai. Puis 500 000 F d'ici le 14 juin. Ce défi est à notre portée.



Le pied dans le PAF*

Le numéro 1 (Durée : 32 mn) est disponible. N°2, expédié le 28 avril pour projections le 1er mai, avec tous les départs des marches. Commande : Préciser le format désiré (Pal ou SECAM). 120 F : Prix de soutien. 90 F : Prix pour les individus. 270 F : Abonnement, pour recevoir les 4 numéros.

Port compris en France. Pour les autres pays : 30 F par K7 pour le port. Chèque à l'ordre de : Canal marches, à expédier à : "Marches européennes", 104 rue des Couronnes, 75020 Paris.

* PAF : Paysage Audiovisuel Français

en bref en bref

Droits des femmes : un livre blanc

Le collectif pour les droits des femmes, de Grenoble, a préparé pour la marche un livre blanc et une banderole : « Ensemble pour les droits des femmes. » Ce livre qui doit accompagner les marcheuses jusqu'à Amsterdam permettra de recueillir les témoignages pour que les chômeuses aient la parole. Les initiatrices de ce livre blanc lancent un appel pour rencontrer à chaque étape les réseaux intéressés. Contacts : Elles s'en mêlent, 3 bis rue Clément, 38000 Grenoble ou email : nicolad@ac-grenoble.fr.

en marche

1^{er} mai : les marches



Marche de Brest

La marche partie de Brest est à Alençon le 1^{er} mai, puis Rouen, Amiens et rejoint les marches venues du sud via Paris à Arras le 22 mai.

■ Contacts régionaux

• Bretagne
Rennes : Dominique Leseigneur AC! Rennes, tél. : 02 99 54 86 13.
Bertrand Germain, Assoc. réform, tél. : 02 99 54 86 13.
Nantes : AC! Nantes, Maison des associations, tél. : 02 40 89 51 99.
• Basse-Normandie
Caen : Hervé Le Crosnier AC! Caen, tél. : 02 31 23 39 48.
• Haute-Normandie
Rouen : Marie-Claude Bonneville, AC! Rouen, tél. : 02 35 98 75 83.
• Somme
Amiens : René Grenu, ADEC, tél. : 02 22 41 13 67.
AC! Somme : Jean-Claude Boucher, Tél./Fax : 02 22 91 13 06.
SUD PTT Amiens, tél. : 03 22 91

Organisateurs et soutiens

Quelles organisations participent ou soutiennent cette initiative ?

En France, les premiers signataires ont été les mouvements de chômeurs et de lutte contre l'exclusion. Des syndicats sont partie prenante. Les Marches ont également reçu le soutien d'associations et partis politiques dont la liste sera rendue publique prochainement.

Premiers signataires :

Agir ensemble contre le chômage (AC!), 42, rue d'Avron, 75020 Paris. Tél./fax. 01 40 09 27 49; Association de défense et d'entraide des chômeurs (ADEC), 80250 Ailly-sur-Noye, tél. 03 22 41 13 67; Association pour l'entraide, l'information et la solidarité (APEIS), 27, av. Robespierre, 94400 Vitry, tél. 01 46 82 52 25; Comité des sans logis (CdSL), 3, rue d'Aligre, 75012 Paris, tél. 01 40 19 98 83; Droit au logement (DAL), 8, rue des Francs-Bourgeois, 75001 Paris, tél. 01 42 78 22 00; Droits devant!! 44, rue Montcalm, 75018 Paris, tél. 01 42 58 82 22; Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), 17, rue de Lancry, 75010 Paris, tél. 01 40 03 90 66. Et les syndicats : FSU, Union syndicale Groupe des 10 (SNUI, SUD...), CFDT-ANPE, CFDT-FGTE, SGEN, organisations locales et fédérations CGT, CNT, Confédération paysanne.

87 45. Fax : 03 22 49 72 21.

■ Calendrier

24 avril : Breteil. 25 avril : Rennes. 28 avril : Fougères.

30 avril : Alençon, usine Moulinex vers 13 heures (accueil par la CGT et la CFDT);

1^{er} mai : Alençon, manif unitaire (CGT, CFDT, FO, FSU, SNUI, UNSA et la Marche) à laquelle se joignent les marcheurs venus du Mans, à 11 heures devant la Préfecture, puis repas organisé par la Confédération paysanne et débats.

2 mai : Argentan. 3 mai : Flers. 4 mai : Domfront. 5 mai : Viré. 6 mai : Falaise. 7 mai : Lisieux.

8 mai : Caen, grande fête avec les intermittents du spectacle à 19 h 30 à Hérouville. 11 mai : Pont de Normandie; passage du relais à 16 heures avec les marcheurs de Haute Normandie.

12 mai : Le Havre. 13 mai : Elbeuf. 14 mai : Rouen. 16 mai : Gamaches. 21 mai : Amiens.

22 mai : Arras. 23 mai : Lens-Liévin. 24 mai : Lille.

Marche de Grenoble

Cette marche pourrait s'appeler la marche des frontières. Entre Grenoble et Amsterdam, elle traverse pas moins de 10 fois une frontière et réunit Français, Suisses, Italiens et Allemands.

■ Contacts régionaux

• Rhône-Alpes
Grenoble : AC! Grenoble, tél. : 04 76 70 31 04.
• Coordination Est,
Champagne-Ardenne-Alsace-Lorraine-Franche-Comté
– Reims : Pascal Lelong, Reims emploi solidarité/UNACS, tél. : 03 26 05 73 90 et 06 80 30 06 09.
– Saint-Dié : Dalila Brocart, tél. : 03 29 56 71 45.

■ Calendrier

26 avril : Lausanne. 30 avril : Le Locle. 1^{er} mai : La Chaux-de-Fonds, manifestation unitaire.

3 mai : Besançon. 6 mai : Montbéliard. 8 mai : Mulhouse. 10 mai : Bâle. 12 mai : Fribourg. 13 mai : Strasbourg. 16 mai : Saint-Dié.

17 mai : Nancy. 18 mai : Metz. 19 mai : Thionville. 20 mai : Schengen. 21 mai : Luxembourg.

24 mai : Charleville. 25 mai : Givet. 26 mai : Charleroi. 28 mai : Namur.

Marche de Bayonne

La marche sud-est est le prolongement de la marche espagnole partie de Tanger. Après avoir traversé Tours, elle rejoint la marche Sud-Est en Ile-de-France le 16 mai.

• Coordinateur : Christian Mahieux (SUD Rail). Tél. : 01 43 07 70 19

■ Contacts régionaux

• Aquitaine
Bordeaux : AC! Gironde, tél. : 05 56 52 52 40, fax : 05 56 81 88 91.
Agen : AC! 47, S. Calmon, tél. :

05 56 52 52 40 - 05 53 47 05 96.

• Poitou-Charente

Poitiers : Bertrand Geay

AC! Poitiers,

tél./fax : 05 49 60 70 95.

Sébastien Guillon,

tél. 05 49 88 22 87 ou

05 43 24 12 13.

• Centre

Tours : Isabelle Lavialle, ACDC,

tél. : 02 47 42 62 69.

Orléans : Michel Lunghi,

tél. : 02 38 45 01 21.

Fax : 02 38 61 51 08.

• Ile-de-France : Maison

des ensembles à Paris, tél. :

01 43 45 25 84 / 01 44 62 63 44.

• Nord :

Lille : AC! 59, Farid Zeroulou,

Jacques Desideri,

tél. : 03 20 88 36 20.

Arras / Liévin : Anne Thomas,

tél. : 03 21 44 06 33,

tél./fax : 03 21 29 15 44.

■ Calendrier

29 avril, Irun : le collectif de

Bayonne rencontre les marcheurs

d'Espagne pour une manifestation

commune. 30 avril : le passage de

la frontière se fait à Hendaye à 17

h. Accueil avec la Confédération

paysanne du Pays basque (ELB).

1^{er} mai : place Ursule à Bayonne

(10 h 30) manifestation unitaire

où les marcheurs seront en tête de

cortège. 2 mai : Mont de Marsan,

grande fête de la fraternité au cha-

teau de Nahuques (21 h).

3 et 4 mai : Agen. 5 mai : Langon;

6 mai : Bordeaux (info actions sur

le répondeur 05 56 52 52 40).

7 mai : Blaye; 8 mai : Saintes, ac-

tion unitaire pour l'emploi.

9 mai : Niort. 10 mai : Charronx,

jonction avec la marche de Tou-

louse et accueil par la Confédéra-

tion paysanne. 11 mai et 12 mai :

Poitiers, action emplois précaires

au Futuroscope.

Marche de Perpignan

Cette marche est le prolongement de la marche espagnole partie d'Almeria. Le 16 elle rejoint la marche sud-ouest au niveau d'Orly.

■ Contacts régionaux

• Languedoc-Roussillon

Montpellier : Line Gallissaire,

AC! Montpellier, BP 8055,

34037 Montpellier.

Tél. : 05 67 45 56 45.

• Rhône-Alpes

Lyon : AC! Lyon,

tél./fax : 04 78 76 29 56 ou tél. :

04 72 50 61 88.

■ Calendrier

1^{er} mai : Perpignan, manifestation

à 10 heures. 2 mai : Narbonne-Béziers.

3 mai : Montpellier.

4 mai : Nîmes. 5 mai : Avignon,

jonction avec la marche de Mar-

seille. 6 mai : Orange, manifesta-

tion à 11 h 30 devant le théâtre

antique. 7 mai : Valence. 8 mai :

Romans. 10 mai : Lyon.

Marche de Marseille

Après un grand meeting le 29 avril, la marche se met en branle le 1^{er} mai. Elle arrive à Aix-en-Provence le 2, parcourt les Bouches-du-Rhône et rejoint, à Avignon la marche Sud-Est.

■ Contact local

Marseille : AC! Marseille,

Yves Hell ou Esther Esposito, tél. :

04 91 11 63 38,

fax : 04 91 11 63 39.

■ Calendrier

1^{er} mai : Marseille/Gardanne.

2 mai : Aix. 3 mai : Istres. 4 mai :

Salon/Oron. 5 mai : Avignon.

6 mai : Orange.

Marche de Toulouse

La marche part de Toulouse le 1^{er} mai. Elle remontera sur Montauban, Cahors, Brives, Limoges et rejoindra la marche internationale à Charronx le 10 mai à midi.

■ Contacts locaux

• Collectif toulousain

d'organisation des marches

(c/oTO7), tél. : 05 61 40 97 05,

fax : 05 61 40 04 22.

• AC! Toulouse,

tél. : 05 61 13 90 36,

fax : 05 61 22 74 25.

• Tarascon/Ariège : AC!,

tél. : 05 61 65 15 87.

■ Calendrier

1^{er} mai : Toulouse, manifestation

puis départ pour Grenade.

2 mai : Montauban

3 mai : Cahors; 4 mai : Souillac;

5 mai : Brives; 7 mai : Limoges;

10 mai : jonction à Charronx avec

la marche de Bayonne.

Marche de Troyes

La marche pourrait partir de Troyes, traverserait Saint-Dizier (20 mai) puis Reims (21 mai) et rejoindrait la marche franco-suisse à Charleville le 24 mai. La coordination de Maubeuge convergerait aussi sur Charleville le 24. Ça bouge...

■ Contacts locaux

• Reims : Pascal Lelong,

Reims emploi solidarité,

tél. : 03 26 05 73 90.

• Maubeuge : Marie-Luce Goulart,

centre social salle 32,

59600 Maubeuge.

La dynamique chômeurs-salariés s'est affirmée

Questions à Hubert Constancias

Hubert Constancias est président du Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP). Le mouvement né en 1986 fédère une quarantaine d'associations de chômeurs. Il agit pour la défense des droits des sans-emploi et réclame en particulier la suppression de la dégressivité de l'allocation et la représentation des chômeurs dans la gestion des ASSEDIC et l'ANPE.

Le MNCP n'en est pas à sa première marche. La situation a-t-elle évolué depuis 94 ?

HC - Nous avons participé à la création d'AC! en 1993 et co-organisé la marche contre le chômage en Fran-

ce en 1994. La dynamique chômeurs-salariés s'est affirmée depuis. L'année 1996 a vu une réelle émergence des actions unitaires, en particulier à l'occasion de la renégociation des accords UNEDIC. Cette action a contribué à révéler le scandale des 13 milliards de francs d'excédent des ASSEDIC.

Comment le MNCP se mobilise-t-il ?

HC - Notre congrès fin mars a réaffirmé à l'unanimité notre engagement dans les marches. De fait, c'est plus facile de mobiliser là où passe l'itinéraire principal, de rassembler tous les partenaires, AC!, APEIS, ADEC, DAL et les syndicats dans des collectifs larges.

A Clermont-Ferrand, par exemple, avec Chôm'actif, notre association locale, nous mettons sur pied un collectif pour qu'une marche adjacente rejoigne l'itinéraire à Lyon. Des

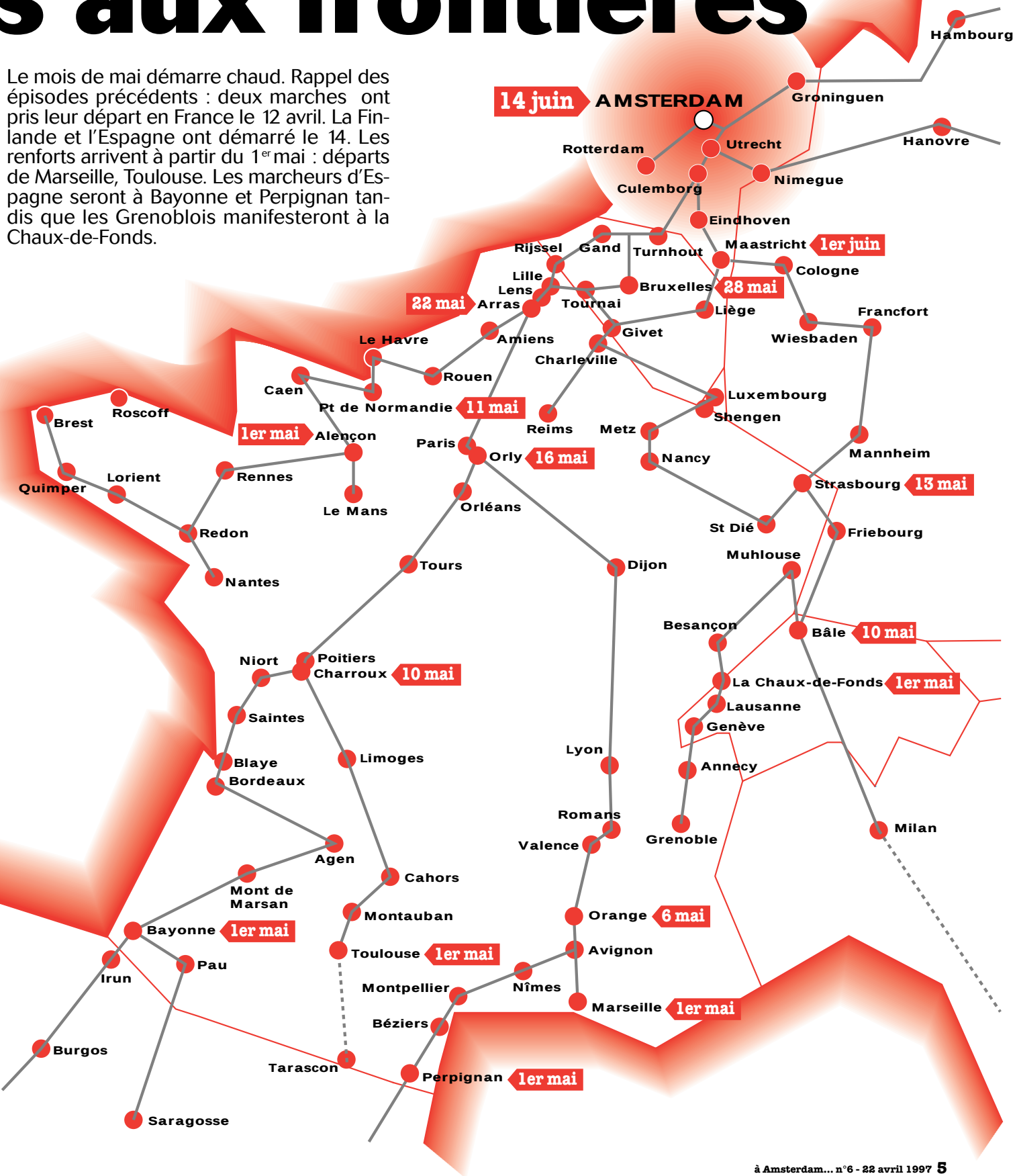
membres du MNCP travaillent au collectif national, sont marcheurs et nos associations participent à l'accueil des Marches.

L'Europe n'est-elle pas un horizon lointain pour les chômeurs ?

HC - Bien sûr, les chômeurs sont avant tout préoccupés par leur quotidien. Quand on n'a pas de quoi faire quelques courses... Mais les chômeurs ont aussi des préoccupations de citoyens. Ils sont traversés par tous les courants de la société. Il y a des pro- et des anti-Maastricht parmi eux. Aussi la marche européenne est une idée qui fait mouche. Les raisons du chômage dépassent le seul cadre national et donc il faut se battre là où se prennent les décisions pour que les choses bougent.

MNCP, 17 rue de Lancry, 75010 Paris. Tél. 01 40 03 90 66.

Le mois de mai démarre chaud. Rappel des épisodes précédents : deux marches ont pris leur départ en France le 12 avril. La Finlande et l'Espagne ont démarré le 14. Les renforts arrivent à partir du 1^{er} mai : départs de Marseille, Toulouse. Les marcheurs d'Espagne seront à Bayonne et Perpignan tandis que les Grenoblois manifesteront à la Chaux-de-Fonds.



État espagnol : les syndicalismes et la marche

Les marches sont organisées dans l'État espagnol par des forces diverses, l'association de chômeurs Balladre, de nombreuses associations locales, des regroupements larges comme la «plate-forme civique» en Catalogne et des structures syndicales.

Le mouvement syndical est pluraliste.

Les deux plus importantes confédérations sont les «Commissions Ouvrières», issues de la lutte clandestine pendant le franquisme et dont les dirigeants étaient, à l'origine, proche du parti communiste espagnol, et l'Union Générale du Travail, dont les dirigeants sont au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, l'équivalent du PS.

Plusieurs compromis

Ces deux centrales pratiquent, depuis plusieurs années, l'unité d'action sur une orientation que l'on pourrait qualifier en France d'intermédiaire entre celle de la CFDT et celle de la CGT... Elles ont appelé à plusieurs grèves générales, mais elles ont également accepté plusieurs compromis avec le patronat et le gouvernement, en signant de nombreux accords, le dernier datant de quelques semaines.

Il existe aussi de plus petites confédérations, l'USO (proche, un temps, de la CFDT française) et surtout la CGT, une centrale radicale issue de l'historique CNT, centrale anarcho-syndicaliste qui était la première force syndical pendant la guerre civile espagnole de 36 à 39.

Lors du lancement des marches, la seule centrale a voulu participer à ce projet a été la CGT, qui est - de

fait - la principale force du regroupement en faveur des marches dans l'État espagnole. D'autres petites structures s'y sont joint, ESK-CUI, (des petits syndicats indépendants), et le LAB, centrale basque proche des indépendantistes (cette centrale est aujourd'hui préoccupée d'abord par la lutte nationale au pays basque, la marche étant passée pour elle au second plan).

Evolutions

Les choses sont aujourd'hui en train d'évoluer. Plusieurs structures des Commissions Ouvrières, celle de Barcelone en particulier, soutiennent les marches. C'est le cas aussi de dirigeants du courant gauche de cette confédération, dont le dirigeant historique des commissions ouvrières, Marcelino Camacho.

Une dynamique d'élargissement dont nous ne pouvons qu'espérer qu'elle continue et rassemble des forces toujours plus importantes pour ce combat européen.

État espagnol : mode d'emploi

L'emploi du terme «État espagnol» est employé par la gauche et de nombreux mouvements sociaux pour tenir compte d'une réalité multinationale.

Il y a un «État espagnol» composé de «nations historiques», en particulier les Basques et les Catalans, et des régions autonomes.

Pour la même raison la langue est souvent définie comme le «castillan», pour respecter le multilinguisme existant aujourd'hui dans la péninsule espagnole, avec le catalan et le basque.



Avanti popolo pour Amsterdam... Les Grenoblois ont eu la surprise de voir défilier une manifestation chantant en italien... une forte délégation de Turin et de Milan était venue pour le départ de Grenoble, samedi 12 avril. Avec des marcheurs suisses et britanniques, bientôt des Belges, la "marche des Alpes" s'affirme comme l'une des plus internationales. Elle sera les 23 et 24 avril à Genève pour des manifestations hautement symboliques, devant le Bureau International du Travail et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Le patronat veut plus de précarité pour toujours plus de bénéfices

Questions à José-Maria Olaizola

José-Maria Olaizola est un des responsables de la CGT espagnole, l'une des principales forces engagées en Espagne dans les marches européennes.

large de syndicats, de partis politiques et d'associations. Plus d'une centaine d'organisations en tout. Par exemple, dans une ville, un groupe comme «Femmes contre la drogue» s'est mobilisé.

Il est temps que les citoyens, la société réagisse.

Quel est l'axe principal de votre action en dehors des marches ?

JMO - Les grands syndicats ont accepté une réforme pour soit-disant rétablir l'emploi. En réalité, ils ont donné leur accord pour plus de facilité de licenciement dans les entreprises. Il y a donc plus flexibilité et de précarité avec cet accord, ce qui aggrave le chômage. Au fond notre lutte est la même que celle que nous menons avec les marches, contre la flexibilité, la précarisation et le patronat qui veut toujours plus de privatisations pour toujours plus de bénéfices.

Quel est l'objectif de la CGT en participant aux marches ?

JMO - Pour nous le problème le plus grave de la société, c'est le chômage. Le temps n'est plus à la discussion mais à l'action. Des millions de personnes n'ont pas de projet de vie. Le capitalisme a déstructuré et divisé la classe ouvrière grâce au chômage. Moins de 50% de la population active a un travail fixe, le reste est précaire ou chômeur (23%).

La mobilisation est-elle satisfaisante en Espagne ?

JMO - La participation pour les marches est importante. Plus que pour celles que nous avions organisées en 1995. Dès le départ nous avons eu plusieurs centaines de marcheurs. Mais surtout c'est un succès unitaire. Nous rassemblons comme jamais, grâce aux marches, avec le soutien ou la participation très

Tanger le 11 avril

Le départ symbolique de Tanger (Maroc) a eu lieu le 11 avril, de façon que les marcheurs présents puissent rejoindre les marches espagnoles, elles aussi en avance sur le calendrier. Deux rassemblements ont réuni chacun 200 personnes. Une conférence de presse s'est déroulée dans les locaux syndicaux de l'Union marocaine du travail.

Étaient présents des représentants des diplômés chômeurs, principale organisation marocaine de chômeurs, des syndicalistes marocains et espagnols ainsi que des marcheurs français et espagnols.

Le 12 avril, les marcheurs ont rejoint la petite ville de Tarifa, au sud de la Péninsule ibérique. Mais les quatre marcheurs marocains ont été bloqués à la frontière car l'État espagnol leur a refusé leur visa.

Grèce : un Airbus pour Amsterdam

La mobilisation en Grèce a commencé il y a quelques mois, et avec des résultats étonnants.

Il existe dans le pays un petit réseau de chômeurs membre de l'ENU, le réseau européen des chômeurs, qui avait commencé à parler des marches.

A côté de ce réseau des militants syndicaux de gauche ont essayé de sensibiliser les équipes syndicales à la nécessité d'une mobilisation commune entre salariés et chômeurs et cela en profitant de l'élan européen créé par les marches.

Parallèlement à ces premières prises de contacts, un débat important a commencé entre le gouvernement

(PASOK, l'équivalent grec du PS) et les militants syndicaux de la CGT.

Il y a en Grèce un syndicat unique, la CGT, avec des tendances correspondant aux principales options politiques - à gauche du PASOK il existe un courant d'extrême gauche et 3 partis parlementaires avec un peu plus de 5% chacun aux élections politiques-, la majorité de la CGT étant animée par des militants du PASOK.

Le débat a éclaté quand, au nom de la construction européenne, le premier ministre a déclaré aux cadres syndicaux du PASOK qu'il fallait en finir avec le laxisme et que deux

réformes essentielles étaient nécessaires : l'assouplissement du marché du travail - c'est à dire plus de flexibilité ! - et une réforme de la protection sociale - avec en ligne de mire une réforme du régime de retraite.

Les marches au bon moment

Face à ces attaques, une partie importante de la direction de la CGT cherche les moyens d'une mobilisation. Les marches européennes qui permettent de répondre sur le terrain même qu'a utilisé le gouvernement - la construction européenne - sont arrivées au bon moment.

D'où une mobilisation qui démarre très fort. Des collectifs existent déjà dans 25 régions de Grèce et il devrait bientôt y en avoir dans les 52 régions du pays. Un meeting a réuni plus de 300 personnes à Athènes le 18 avril, avec un représentant français et le vice-président de la CGT, responsable des questions européennes.

Les recherches ont commencé sur les moyens de transports, des bus pour ceux qui veulent profiter de l'initiative pour traverser l'Europe, jusqu'à un Airbus spécial qui devrait être affrété pour rejoindre Amsterdam le 14 juin !

Christophe Aguiton

“ Je suis prêt à marcher pour rencontrer les autres jeunes d'Europe parce que je pense qu'ils ont les mêmes problèmes que nous. ”

Harris Malievic, 20 ans, bosniaque de Sarajevo quartier de Dobrinja, sans-emploi

Sarajevo Amsterdam

C'est pour signifier la volonté d'une Europe ouverte, tolérante et solidaire avec, entre autres, nos voisins de l'est, que les Marches européennes ont organisé le lundi 14 avril, un départ symbolique de marcheurs bosniaques à Sarajevo et Tuzla, deux villes pluri-ethniques qui refusent la ségrégation, le racisme et le repli nationaliste que certains ont voulu imposé dans l'ex- Yougoslavie.

Tout comme à Tanger au Maroc, à Murcia en Espagne, Crotone en Italie, Brest et Grenoble en France ou encore Ivalo en Finlande, des hommes et des femmes de Bosnie- Herzégovine se sont mis en marche ce jour-là, pour dire non au chômage, à la précarité et à l'exclusion. Après une conférence de presse donnée à Sarajevo, une petite dizaine de Bosniaques et de Français sont allés à Tuzla, ville

industrielle et ouvrière où le chômage se fait particulièrement ressentir, notamment dans les mines qui comptent aujourd'hui 6 000 ouvriers en attente de travail sur les 12 000 d'avant la guerre. Ils ont rejoint en début d'après-midi les employés des mines, de l'hôpital et des postes qui avaient organisé avec Xavier Rousselin, pour la Marche européenne, des rencontres dans la matinée avec des syndicalistes de la CGT-Onic, de la CNT ainsi que des associatifs de ACI, du Secours Ouvrier pour la Bosnie (SOB). Ils ont réaffirmé aux côtés des Français délégués par les chômeurs, les syndicats et les associations investis dans ces Marches européennes, leur désir d'une Europe sociale, pacifique, où chacun pourra avoir sa place et vivre dignement. Pour la première fois depuis des années, un meeting interprofessionnel rassemblant une centaine de personnes s'est tenu dans les locaux de la poste centrale de Tuzla, à l'initiative du premier et tout jeune syndicat indépendant qui s'est créé il y a quatre mois. Bos-

niaques musulmans, croates et serbes ont réaffirmé aux côtés des Français délégués par les chômeurs, les syndicats et les associations investis dans ces Marches européennes, leur désir d'une Europe sociale, pacifique, où chacun pourra avoir sa place et vivre dignement. Par ailleurs, du jamais vu dans la ville : la centaine de marcheurs s'est rendue en cortège à la Place Kapija, située au centre de Tuzla, pour y déposer des fleurs et rendre hommage aux 80 jeunes victimes de la bombe lancée en mai 95 par les Tchétchiks de la Serbie de Milosevic. Ils ont ainsi témoigné de leur refus de la violence et du fascisme que peuvent engendrer les situations de misère économique. Enfin, signalons que l'événement créé par les marcheurs contre le chômage, la précarité et l'exclusion a bien été couvert et diffusé par les media locaux, radio et télé, tant à Sarajevo qu'à Tuzla. Une délégation de huit Bosniaques viendra à Paris à la mi-mai pour marcher jusqu'à Amsterdam. Carol Faure

europa



Cortège syndical dans les rues de Tuzla, une première (photo du haut). Jossip et Anissa à la poste de Tuzla (ci-dessus). Harris, à Sarajevo, futur marcheur. (Photos Delphine Bolleret et Carol Faure).



Le problème du logement dans une Europe sociale

Questions à Jean-Baptiste Eyraud

Le DAL s'est fait connaître ces dernières années par des actions spectaculaires et une défense acharnée du droit au logement. Nous avons questionné Jean-Baptiste Eyraud sur la signification de son engagement.

Comment DAL situe-t-il sa participation aux marches ?

JBE - Le DAL s'est associé dès juin dernier à ce projet. Il y a 5 millions de sans-abri en Europe. On constate que la spéculation et la politique de désengagement dans le logement social progresse, avec une aggravation des expulsions. Nous demandons la réquisition des logements vacants, nombreux dans toutes les grandes villes, l'arrêt des expulsions sans logement et le financement massif de logements sociaux en tenant compte de la mixité sociale. Même si la question du chômage est primordiale, la question du logement est totalement occultée par les instances européennes.

Quelle est la spécificité de DAL ? JBE - Notre premier objectif est le

relogement durable et décent des mal-logés ou sans-logis en lutte. On n'est pas une association de locataires, ni une association humanitaire mais plutôt une sorte de syndicat des mal-logés et des sans-logis. Dans ce sens d'ailleurs nous obtenons des résultats puisque les 6 000 adhérents du DAL menacés d'expulsion bénéficient d'une protection et 1 400 autres ont été relogés. Il nous reste à avancer sur la résorption des taudis. Par exemple, en remettant en vigueur les dispositifs existants qui permettent les relogements d'urgence des occupants d'immeubles insalubres. Nous avons pratiqué des dizaines d'autoréquisitions d'immeubles vides pour loger des familles et nous avons obtenu un début d'application de la loi de réquisition.

DAL est une particularité française ?

JBE - C'est vrai, bien qu'il existe des mouvements de ce type en Italie et en Belgique. On souhaite grâce aux marches progresser dans l'organisation des mal-logés en lutte à travers l'Europe. Sachant que la cri-

se du logement se développe, il paraît intéressant de créer un réseau international.

Droit au logement (DAL) : 8 rue des Francs-Bourgeois, 75001 Paris. Tél. : 01 42 78 22 00.

en bref en bref

Appel de la jeunesse

Des jeunes participants à la Marche ont pris l'initiative de se rencontrer pour élaborer le texte d'un appel qu'ils souhaitent diffuser et faire signer jusqu'à Amsterdam. Les jeunes, premières victimes du libéralisme, souvent condamnés à survivre sans revenu ou à accepter des formes extrêmes d'emplois précaires, lancent un appel «réaffirmant les principes fondamentaux de solidarité entre les générations et les nationalités sans aucune discrimination physique, morale, culturelle, religieuse, sociale ou sexuelle.» Pour une Europe ouverte et solidaire à tous les peuples du monde, soutenez, signez !

Crotone : ville symbole

Le départ italien de Crotone a été choisi pour sa forte charge symbolique. Un meeting a réuni le 14 avril plusieurs centaines de personnes avec des représentants de tous les syndicats non confédérés mais aussi des représentants de la CGIL locale. Dans cette partie du sud où le taux de chômage atteint 33%, l'usine Enichem est le théâtre d'une lutte acharnée contre la privatisation. Depuis trois ans, en effet, les salariés refusent la logique libérale. En

1993, quand l'ENI (Ente Nazionale Idrocarbure) a voulu fermer l'usine, la ville entière s'est soulevée pour dire non. Durant 10 jours, les ouvriers ont occupé les usines, les commerces sont restés fermés, les femmes ont occupé la gare et bloqué les routes. Cette révolte a été appelée la lutte des feux, du nom des barricades mises en place avec le phosphore produit par les usines occupées. Le départ effectif de la marche italienne sera donné ici le 22 avril.

Abonnement

à Amsterdam... est autofinancé depuis son premier numéro. Cela a été rendu possible par les abonnements-souscription qui nous ont donné les moyens d'éditer un bul-

letin et, désormais, un journal sur huit pages. Afin de publier un numéro tous les quinze jours jusqu'à Amsterdam, la souscription-abonnement doit se poursuivre.

à Amsterdam... : abonnement-souscription

Prénom : Nom :
Adresse :

- ☐ souscription(s)-abonnement(s) à 50 F (chômeurs) :
☐ souscription(s)-abonnement(s) à 100 F :
☐ abonnement(s) de soutien à partir de 200 F :

Chèques à l'ordre de : Marche européenne 97
Adresser à : Marche européenne
104, rue des Couronnes, 75020 Paris

Ensemble



“Après la traversée de Loqueffret, petit village de la banlieue de Brest, nous sommes arrivés à 11 heures au marché de Daoulas (3 000 habitants), écrit Michel Cochet dans sa chronique quotidienne. Dans ce marché, très actif et animé,

notre arrivée précédée d'un tracteur de la Confédération Paysanne, avec banderoles, pancartes et sono a fait un véritable "tabac"! Nous avons épuisé en une heure tous nos badges, en tout cas des dizaines et des dizaines, beaucoup d'autocollants, de journaux aussi. De nombreuses discussions ont eu lieu. A la fin on ne voyait que des gens badgés !”

Voilà pour l'ambiance, à l'ouest. Les rencontres interprofessionnelles se multiplient et un syndicaliste salarié remarquait à l'issue d'un débat : “C'est la première fois depuis des années que j'ai l'occasion de dialoguer avec un syndicaliste paysan”. C'est ça la marche et c'est aussi Cyril, Virginie, Jérôme, Fabrice, les quatre jeunes d'Alençon, plus Catherine de Vannes, qui ont décidé d'aller jusqu'à Amsterdam... C'est aussi, sur la marche partie de Grenoble, l'initiative du collectif pour le droit des femmes de préparer un livre blanc afin de donner la parole aux chômeuses tout au long du trajet. “La marche, dit Mathilde, c'est une grande aventure humaine”.

Parties en fait, avec deux jours d'avance sur la date officielle du départ des marches, Brest et Grenoble ont ouvert la voie tandis que diverses initiatives étaient prises au Mans, en région parisienne... et



bien sûr dans plusieurs pays. Signe qui ne trompe pas : le journal tiré à 20 000 exemplaires a été commandé par les collectifs en cinq jours, les badges ont manqué, l'ensemble du matériel s'épuise plus vite qu'on ne le tire. Et d'autres marches démarrent le 1er mai ! La présente édition de à Amsterdam... est tirée à 40 000 exemplaires et nous envisageons une augmentation de la pagination pour le numéro du 6 mai... N'hésitez pas à passer commande au plus vite.



ça marche



Grenoble (photo du haut) a multiplié les banderoles. C'est de Grenoble encore que nous est venue la photo de Une “Attention chômeurs en marche”.

En guise de prologue, les Parisiens ont investi le Château de Versailles (photos ci-dessus). La chambre du roi a été occupée par des “Sans”, sans-emploi, sans-papiers, sans-logis à l'initiative de la plupart des organisations qui soutiennent la marche. Banderole déployée au balcon, prises de parole et le personnel surpris qui finit par manifester son soutien tandis qu'un responsable du syndicat CFDT-culture des employés du château est venu dans la cour participer à l'AG tranquille et ensoleillée des occupants.

De Brest (photo ci-contre) on est parti d'un bon pas, destination Amsterdam pour plusieurs jeunes.